

1
bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 septembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons", a donné en sa séance du 10 octobre 1952 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e September 1952 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot samenordering van de wetsbepalingen inzake drankslijterijen", heeft ter zitting van 10 October 1952 het volgend advies gegeven:

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL COORDONNANT LES DISPOSITIONS LEGALES CONCERNANT LES DEBITS DE BOISSONS FERMENTEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 décembre 1912 abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux de vie indigènes et étrangères ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées, notamment les articles 1er, 2 et 34;

Vu la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées, modifiée par la loi du 24 décembre 1923, par la loi du 31 décembre 1925, par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, par la loi du 21 août 1948 et par la loi du 26 juillet 1952;

Vu la loi du 26 juillet 1952 abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons, notamment l'article 16 ainsi conçu :

"Le Roi peut coordonner les dispositions légales encore en vigueur sur la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, avec les modifications expresses ou implicites qu'elles ont subies au moment où la coordination sera réalisée.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;

.../...

- 2° modifier les références contenues dans les lois à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3° modifier la rédaction des textes en vue d'assurer une terminologie uniforme.";

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les articles 1er et 2, 3°, de la loi du 12 décembre 1912 et la loi du 29 août 1919, modifiée par la loi du 24 décembre 1923, par la loi du 31 décembre 1925, par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, par la loi du 21 août 1948 et par la loi du 26 juillet 1952, sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté.

Article 2.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

A N N E X ECOORDINATION DES DISPOSITIONS LEGALES CONCERNANT LES
DEBITS DE BOISSONS FERMENTEES.CHAPITRE I. PERSONNES DECHUES DU DROIT DE TENIR UN
DEBIT DE BOISSONS.Article 1er.-

Ne peuvent tenir un débit de boissons fermentées soit par eux-mêmes, soit par personne interposée :

1° ceux qui n'ont pas acquitté la totalité :

- a) de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes d'une année précédente;
- b) de leurs taxes communales ou provinciales d'une année précédente;
- c) de leur taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées établie conformément aux articles 9 et 26.

Cette déchéance est levée à partir du paiement de ces impositions, et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été formé pendant plus d'un an.

Article 1er.

Loi du 29 août 1919, article 1er, § 1er, modifié par l'article 2 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, l'article 7, § 2, de la loi du 21 août 1948 et l'article 1er de la loi du 26 juillet 1952.

.../...

2° et 3° ... (texte du projet du Gouvernement) ...

4° ceux qui ont été condamnés pour recel;

5°, 6°, 7°, 8° et 9° ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 2.-

Ne peuvent être commis comme gérants ou préposés à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus à l'article 1er, 2° à 9°.

Article 3.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 4.-

§ 1er. ... (texte du projet du Gouvernement)...

§ 2. Les dispositions de l'article 1er, 4°, 5° et 6°, ne sont pas applicables aux débitants établis avant le 11 septembre 1919 à raison des condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant cette même date.

Article 2. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 1er, dernier alinéa.

Article 3. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 3, modifié par l'article 56, § 2, de la loi du 31 décembre 1925.

Article 4. § 1er. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 2, alinéa 1er.
§ 2. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 2, alinéa 2.

.../...

§ 3. Les dispositions de l'article 1er, 5°, ne sont pas applicables aux condamnations prononcées antérieurement au 1er janvier 1925 pour tenue d'une maison de jeux ou d'une agence de paris. Elles ne sont pas non plus applicables aux débitants établis avant le ... à raison des condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant cette dernière date pour acceptation illicite de paris sur courses de chevaux.

§ 4. Les condamnations conditionnelles pour un des faits énumérés à l'article 1er, 2° à 5°, n'entraînent l'interdiction prévue aux articles 1er et 2, que si elles sont rendues définitives par une condamnation nouvelle pour crime ou délit encourue pendant le temps de l'épreuve.

§ 5. Les condamnations visées à l'article 1er, 3° et 4°, n'entraînent l'interdiction prévue aux articles 1er et 2, que si les intéressés ont été condamnés à une amende supérieure à 50 francs ou à une peine d'emprisonnement prononcée autrement qu'à titre subsidiaire.

CHAPITRE II. - CONDITIONS D'HYGIENE DES DEBITS DE BOISSONS FERMENTEES.

Article 5.-

... (texte de l'article 6 du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots : "... de boissons fermentées...") ...

§ 3. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 2, alinéa 2, modifié par la loi du 31 décembre 1925, article 56, et par la loi du 26 juillet 1952, article 14.

§ 4. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 3, modifié par la loi du 31 décembre 1925, article 56, § 2.

§ 5. Loi du 29 août 1919, article 1er, § 2, modifié par la loi du 31 décembre 1925, article 56, § 1er.

Article 5. Loi du 29 août 1919, article 2, § 1er.

Article 6.-

... (texte de l'article 7 du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots : "de boissons fermentées") ...

Article 7.-

Les dispositions des articles 5 et 6 sont applicables aux débits existant le 10 septembre 1919 qui sont remis en exploitation après avoir été fermés pendant un an au moins ou après avoir été désaffectés, de même qu'à ceux de ces débits dont les locaux accessibles au public subiront des transformations à dater du ...

CHAPITRE III.- TAXE D'OUVERTURE DES DEBITS DE BOISSONS
FERMENTEES.

Article 8.-

Il est établi une taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées.

Article 9.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots : "de boissons fermentées")...

Article 6. Loi du 29 août 1919, article 2, § 2, modifié par la loi du 24 décembre 1923, article 1er.

Article 7. Loi du 26 juillet 1952, article 15, alinéa 2.

Article 8. Loi du 12 décembre 1912, article 2, 3°.

Article 9. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 1er.

Article 10.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 11.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire, in fine : "... de la valeur locative réelle de l'immeuble ou de la partie d'immeuble ...")...

Articles 12 et 13.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 14.-

Le Ministre des Finances désigne les hameaux où la taxe de 3.000 francs est applicable.

Article 15.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 16.-

Un supplément de taxe est exigible à due concurrence en cas d'agrandissement des locaux affectés au débit.

Article 10. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 5, alinéa 1er.

Article 11. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 5, alinéa 2.

Article 12. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 2, alinéa 2.

Article 13. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 2, alinéa 1er.

Article 14. Loi du 29 août 1919, article 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3, § 2, alinéa 3.

Article 15. Loi du 29 août 1919, article 3, § 4, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3.

Article 16. Loi du 29 août 1919, article 3, § 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 3.

Article 17.-

§ 1er. Est considéré comme débitant, quiconque vend des boissons fermentées à consommer sur place.

Est assimilé au fait de vendre, le fait d'offrir ou de laisser consommer semblables boissons dans un endroit accessible au public. Sont assimilés aux endroits accessibles au public, les locaux visés à l'article 1er de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 modifiant la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

§ 2. Toutefois, n'est pas considéré comme débit de boissons l'hôtel, la maison de pension ou tout établissement analogue quand le débit de boissons n'a lieu qu'en même temps que les repas et aux heures de ceux-ci.

Article 18.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 19.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire au 1° : "... dans un immeuble ou dans tout autre local . .") ...

Article 17. § 1er. Loi du 29 août 1919, article 5, § 1er, modifié par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 4.

§ 2. Loi du 29 août 1919, article 5, § 2.

Article 18. Loi du 29 août 1919, article 5, § 3.

Article 19. Loi du 29 août 1919, article 6, à l'exception des premier et dernier alinéas.

.../...

Article 20.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer le 8°) ...

Article 21.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 22.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire au 2°: "... tenus par d'autres personnes dans des locaux ...") ...

Article 23.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de modifier l'alinéa 3 comme suit :

Elle est accompagnée d'un plan du local devant servir de débit et, selon le cas, d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

- 1° que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 5 et par l'article 6;
- 2° que le débitant, son conjoint, ses ascendants ou descendants habitant avec lui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 1er, 2° à 9°.) ...

Article 20. Loi du 29 août 1919, article 7, § 1er, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 5, § 1er.

Article 21. Loi du 29 août 1919, article 8, § 1er.

Article 22. Loi du 29 août 1919, article 8, § 4.

Article 23. Loi du 29 août 1919, article 9, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 5, § 3.

Articles 24 et 25.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE IV.- TAXE QUINQUENNALE DUE POUR CERTAINS DEBITS
DE BOISSONS FERMENTEES.Article 26.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE V. - TAXE ANNUELLE DUE PAR LES DETAILLANTS DE
BOISSONS SPIRITUEUSES.Article 27.-

Tous ceux qui vendent ou livrent, à titre principal ou accessoire, des boissons spiritueuses par quantités de six litres ou moins, sont assujettis à une taxe annuelle égale au cinquième de la valeur locative des locaux affectés au débit, sans que cette taxe puisse être inférieure au quinzième des montants fixés au titre de minima à l'article 9.

Les dispositions de l'article 1er, 1° à 6°, 8° et 9°, et des articles 6 et 7 ne sont pas applicables aux contribuables visés au présent article.

Article 24. Loi du 29 août 1919, article 7, § 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 5, § 2.

Article 25. Loi du 29 août 1919, article 8, § 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 5, § 3.

Article 26. Loi du 29 août 1919, article 4, § 1er, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 4.

Article 27. Loi du 29 août 1919, article 4, § 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 4.

CHAPITRE VI. PAIEMENT DES TAXES.Articles 28, 29, 30.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 31.-

Le supplément de taxe dû ensuite de l'expertise prévue à l'article 11 est payable dans les dix jours de la notification de cette expertise.

La réclamation contre l'évaluation ne suspend pas l'exigibilité du supplément.

Article 32.-

En cas de retard dans le paiement, les sommes dues à titre de taxes sont majorées d'un intérêt calculé au taux et d'après les règles applicables en matière de droits d'entrée et d'accises.

CHAPITRE VII. - RECLAMATIONS.Article 33.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 28. Loi du 29 août 1919, article 10, § 1er.

Article 29. Loi du 29 août 1919, article 10, § 2.

Article 30. Loi du 29 août 1919, article 10, § 3, alinéa 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 7, § 1er.

Article 31. Loi du 29 août 1919, article 10, § 3, alinéas 1er et 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 7, § 1er.

Article 32. Loi du 29 août 1919, article 10, § 4, ajouté par la loi du 26 juillet 1952, article 7, § 2.

Article 33. Loi du 29 août 1919, article 11, § 1er, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 8.

Article 34.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer, au § 5, le mot "expertises" par "évaluation" et d'écrire le dernier alinéa de l'article comme suit : "En cas de désaccord entre les experts, le tiers-arbitre désigné rend sa décision dans les soixante jours à compter de la même date.") ...

CHAPITRE VIII. PENALITES.Article 35.-

Sont punis :

- 1° d'une amende égale au double de la taxe intégrale ou partielle, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction aux articles 9 à 16, 23, 26 à 31;
- 2° d'une amende de 300 à 1.000 francs :
 - a) toute infraction à l'article 1er, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2 et suivants de cet article;
 - b) tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par les articles 45 et 46, et généralement tout acte du débitant, de son préposé ou d'un tiers, tendant à empêcher ou à entraver la recherche ou la constatation des infractions.

Article 34. Loi du 29 août 1919, article 11, §§ 2 à 7, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 8.

Article 35. Loi du 29 août 1919, article 15, § 1er, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 12.

Dans les cas prévus sous les litteras a et b ci-dessus, la fermeture du débit est en outre prononcée;

c) toute infraction à l'article 6 ou aux mesures prises pour l'exécution de l'article 5;

3° d'une amende de 26 à 100 francs, les infractions :

a) aux articles 24 et 25;

b) à l'article 1er, par toute personne se trouvant dans le cas du 1° de cet article;

c) à toute disposition des présentes lois coordonnées pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

Articles 36 et 37.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 38.-

En cas de récidive, l'amende et l'emprisonnement sont doublés.

Dans le même cas, le juge peut, sur les réquisitions du ministère public, prononcer en outre un emprisonnement principal de huit jours à un mois.

Article 36. Loi du 29 août 1919, article 15, § 2.

Article 37. Loi du 29 août 1919, article 15, § 3.

Article 38. Loi du 29 août 1919, article 15, § 4, alinéa 1er et alinéa 2, ce dernier ajouté par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 2.

.../...

Article 39.-

En cas de nouvelle récidive, la peine d'emprisonnement prévue à l'article précédent doit être prononcée. Et, si l'infraction est commise dans un immeuble qui est le siège d'un commerce de détail exploité ou géré par le condamné, et autre qu'un débit, régulièrement ouvert, de boissons à consommer sur place, le juge peut interdire l'exploitation de ce commerce pendant une durée de trois à huit jours consécutifs.

L'interdiction visée à l'alinéa précédent sort ses effets le troisième jour après celui de l'avertissement donné au condamné par le ministère public.

Si elle est enfreinte, le procureur du Roi fait apposer les scellés sur le local ou prend toute autre mesure appropriée et le contrevenant encourt un emprisonnement de huit jours à quinze jours et une amende de 100 à 500 francs.

Les infractions prévues par l'alinéa précédent sont constatées, poursuivies par le ministère public, et jugées conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Article 40.-

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par les présentes lois coordonnées.

Article 39. Loi du 29 août 1919, article 15, § 4, alinéas 5 et suivants ajoutés par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 2.

Article 40. Loi du 29 août 1919, article 16.

Article 41.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS GENERALES.Article 42.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 43.-

Sont applicables aux infractions aux présentes lois coordonnées, les dispositions de la loi générale du 26 août 1822 et de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, concernant notamment la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites - y compris la voie parée -, la responsabilité, la complicité, la tentative de corruption, le droit de transiger.

Article 44.-

Le Ministre ne peut transiger sur les peines prononcées par application de l'article 39, alinéa 3; il ne peut transiger sur les autres peines encourues par application des présentes lois coordonnées que si le contrevenant n'est pas en état de récidive.

Article 41. Loi du 29 août 1919, article 18 modifié par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 7.

Article 42. Loi du 29 août 1919, article 12, § 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 9.

Article 43. Loi du 29 août 1919, article 12, § 3, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 9.

Article 44. Loi du 29 août 1919, article 17, modifié par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 6.

Article 45.-

Tous les agents de l'administration des contributions directes et de l'administration des douanes et accises, tous les agents communaux assermentés et les gendarmes sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls les infractions aux présentes lois coordonnées.

Article 46.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à l'alinéa 1er : "...est accessible aux clients ou consommateurs ...") ...

Articles 47 et 48.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 49.-

Par modification à l'article 16 de la loi du 4 juillet 1930, les dispositions du titre III des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus cessent d'être applicables à la taxe d'ouverture des débits de boissons.

Article 45. Loi du 29 août 1919, article 13, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 10.

Article 46. Loi du 29 août 1919, article 14, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 11.

Article 47. Loi du 26 juillet 1952, article 17, § 3.

Article 48. Loi du 26 juillet 1952, article 17, § 2.

Article 49. alinéa 1er.: loi du 29 août 1919, article 12, § 1er, modifié par la loi du 26 juillet 1952, article 9.

Les taxes dues pour les exercices antérieurs à 1952 restent régies par les dispositions légales applicables à l'exercice auquel ces taxes auraient dû normalement appartenir.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 50.-

... (texte de l'article 51 du projet du Gouvernement) ...

Article 51.-

... (texte de l'article 52 du projet du Gouvernement) ...

Article 52.-

... (texte de l'article 53 du projet du Gouvernement) ...

Article 49. alinéa 2 : loi du 26 juillet 1952, article 13, § 1er, 2ème phrase.

Article 50. Loi du 26 juillet 1952, article 13, § 3.

Article 51. Loi du 26 juillet 1952, article 13, § 4.

Article 52. Loi du 26 juillet 1952, article 17, § 1er.

.../...

CHAPITRE XI. DISPOSITIONS ABROGATOIRES.Article 53.-

Sont abolis :

- 1° le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques établi par les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889;
- 2° à partir de l'exercice 1952, le décime additionnel extraordinaire établi à la taxe d'ouverture des débits de boissons par l'article 7 de la loi du 23 mars 1932.

Article 54.-

Sont abrogés :

- 1° le titre III de la loi du 12 décembre 1912;
- 2° l'article 2, § 3, l'article 8, § 3, et l'article 15, § 1er, 2°, d, de la loi du 29 août 1919;
- 3° à partir de l'exercice 1952, les articles 57 à 61 de la loi du 31 décembre 1925.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

-
- Article 53, 1° : loi du 12 décembre 1912, article 1er.
2° : loi du 26 juillet 1952, article 13, § 2, alinéa 2.
Article 54, 1° : loi du 29 août 1919, article 21.
2° : loi du 26 juillet 1952, articles 6, 12, alinéa 2, b, et 15, alinéa 1er.
3° : loi du 26 juillet 1952, article 13, § 2.

KONINKLIJK BESLUIT TOT SAMENORDENING VAN DE WETSBEPALINGEN
INZAKE DE SLIJTERIJEN VAN GEGISTE DRANKEN.

=====

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 12 December 1912 waarbij het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken wordt afgeschaft en bijzondere taxes op de binnen- en buitenlandse brandewijn, alsmede een openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken, worden vastgesteld, namelijk op de artikelen 1, 2 en 34;

Gelet op de wet van 29 Augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken, gewijzigd bij de wet van 24 December 1923, bij de wet van 31 December 1925, bij de besluitwet van 14 November 1939, bij de wet van 21 Augustus 1948 en bij de wet van 26 Juli 1952;

Gelet op de wet van 26 Juli 1952 tot gedeeltelijke afschaffing van de openingstaxe op de drankslijterijen, namelijk op artikel 16, dat luidt als volgt :

"De Koning kan de nog geldende wetsbepalingen inzake openingsbelasting op de drankslijterijen samenordenen met de uitdrukkelijke of impliciete wijzigingen welke deze bepalingen hebben ondergaan op het ogenblik van de samenordening.

.../...

Hij kan te dien einde :

- 1° de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken en artikelen der samen te ordenen wetten wijzigen en ze op een andere wijze indelen;
- 2° de verwijzingen, vervat in de samen te ordenen wetten, wijzigen om ze met de nieuwe nummering in overeenstemming te brengen;
- 3° de redactie van de teksten wijzigen, ten einde eenheid in de terminologie te brengen.";

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,
HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De artikelen 1 en 2, 3°, der wet van 12 December 1912 en de wet van 29 Augustus 1919, gewijzigd bij de wet van 24 December 1923, bij de wet van 31 December 1925, bij de besluitwet van 14 November 1939, bij de wet van 21 Augustus 1948 en bij de wet van 26 Juli 1952, worden samengeordend overeenkomstig de tekst bij dit besluit gevoegd.

Artikel 2.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

,

1952.

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

.../...

B I J L A G ESAMENGEORDENDE WETSBEPALINGEN INZAKE DE SLIJTERIJEN VAN
GEGISTE DRANKEN.
-----HOOFDSTUK I.- PERSONEN AAN WIE HET RECHT OM EEN DRANKSLIJ-
TERIJ TE HOUDEN IS ONTZEGB.Artikel 1.-

Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door middel van een derde persoon, gegiste dranken in het klein verkopen:

1° zij die niet ten volle hebben betaald :

- a) hun belastingen geboekt in de kohieren der directe belastingen van een vorig jaar;
- b) hun gemeente- of provincietaxes van een vorig jaar;
- c) hun openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 9 en 26.

Dat verbod wordt opgeheven te rekenen van de betaling van die belastingen en de openingsbelasting wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan één jaar gesloten bleef;

2° zij die tot een criminele straf zijn veroordeeld;

3° zij die veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven omschreven in de hoofdstukken IV, V, VI, VII en VIII, titel VII, Boek II van het Wetboek van strafrecht;

Artikel 1.

.../...

~~Wet van~~ 29 Augustus 1919, artikel 1, § 1, gewijzigd bij artikel 2 van de besluitwet van 14 November 1939, artikel 7, § 2, van de wet van 21 Augustus 1948 en artikel 1 van de wet van 26 Juli 1952.

- 4° zij die wegens heling zijn veroordeeld;
- 5° zij die veroordeeld zijn hetzij wegens het houden van een speelhuis, hetzij wegens het onwettig aanvaarden van weddenschappen op paardenwedrennen, hetzij wegens het houden van een kantoor voor andere weddenschappen dan op paardenwedrennen;
- 6° zij die tweemaal veroordeeld zijn wegens het slijten van geestrijke dranken;
- 7° zij die vallen onder artikel 4 van de wet van 10 Juni 1947 betreffende accijnzen en douanen;
- 8° zij die een huis van ontucht of een inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben gehouden;
- 9° zij die een plaatsingskantoor, een bevrachtingskantoor of een aanwervingskantoor houden.

Artikel 2.-

Als zaakvoerders of aangestelden mogen niet belast worden met het houden der slijterij voor rekening van een derde zij die zich bevinden in een der gevallen bepaald bij artikel 1, 2° tot 9°.

Artikel 3.-

Het verbod in de artikelen 1 en 2 bepaald geldt voor de echtgenoot en voor de bloedverwanten in de opgaande en in de nederdalende linie van de

.../...

Artikel 2. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 1, laatste lid.

Artikel 3. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 3, gewijzigd bij artikel 56, § 2, van de wet van 31 December 1925.

persoon aan wie het recht om een slijterij te houden is ontzegd, indien deze persoon op enigerlei wijze aan de exploitatie van de slijterij deelneemt.

Artikel 4.-

§ 1. Het bepaalde in artikel 1, 2°, 3° en 8°, is op de vóór 14 December 1912 gevestigde slijters niet van toepassing wegens de veroordelingen welke vóór die datum tegen hen mochten uitgesproken zijn of wegens de inrichtingen welke zij vóór die datum gehouden hebben.

§ 2. Het bepaalde in artikel 1, 4°, 5° en 6°, is op de vóór 11 September 1919 gevestigde slijters niet van toepassing wegens de veroordelingen welke tegen hen zijn uitgesproken op grond van vóór die datum ingestelde vervolgingen.

§ 3. Het bepaalde in artikel 1, 5°, is op de veroordelingen vóór 1 Januari 1925 uitgesproken wegens het houden van een speelhuis of van een kantoor voor weddenschappen niet van toepassing. Het is evenmin van toepassing op de vóór ... gevestigde slijters wegens de veroordelingen op grond van vóór die datum ingestelde vervolgingen voor het ongeoorloofde aanvaarden van weddenschappen op paardenwedrennen.

.../...

Artikel 4.- § 1. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 2, lid 1.
§ 2. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 2, lid 2.
§ 3. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 2, lid 2, gewijzigd bij de wet van 31 December 1925, artikel 56, en bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 14.

§ 4. Voorwaardelijke veroordeling wegens een der feiten opgesomd in artikel 1, 2° tot 5°, brengt het in de artikelen 1 en 2 bepaalde verbod slechts mede, wanneer zij definitief wordt ingevolge een nieuwe veroordeling, wegens misdaad of wanbedrijf, gedurende de proeftijd.

§ 5. Veroordelingen als bedoeld in artikel 1, 3° en 4°, brengen het in de artikelen 1 en 2 bepaalde verbod slechts mede wanneer de betrokkenen zijn veroordeeld tot een geldboete van meer dan 50 frank of tot een gevangenisstraf anders uitgesproken dan ten vervangende titel.

HOOFDSTUK II.- HYGIENISCHE EISEN VOOR SLIJTERIJEN VAN GEGISTE DRANKEN.

Artikel 5.-

Elke slijterij, te rekenen van 14 December 1912 geopend, moet, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, aan bijzondere eisen voldoen, inzonderheid ten aanzien van ligging, oppervlakte, hoogte, luchtverversing, verlichting, verdeling binnenshuis en binnenplaats.

.../...

§ 4. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 3, gewijzigd bij de wet van 31 December 1925, artikel 56, § 2.

§ 5. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 1, § 2, gewijzigd bij de wet van 31 December 1925, artikel 56, § 1.

Artikel 5. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 2, § 1.

Deze eisen worden door de Koning bepaald; zij gelden als een minimum-regeling en de gemeenteoverheid behoudt het recht ze te verscherpen of er nog andere op te leggen.

Artikel 6.-

Elke slijterij, te rekenen van 1 Januari 1924 geopend, mag niet minder dan 2,75 meter hoog zijn, noch minder dan 90 kubieke meter inhoudsruimte hebben.

Artikel 7.-

Het bepaalde in de artikelen 5 en 6 vindt toepassing op de op 10 September 1919 bestaande slijterijen welke opnieuw geopend worden na ten minste één jaar gesloten te zijn geweest of nadat zij een andere bestemming hebben gekregen, zomede op bedoelde slijterijen waarvan de voor het publiek toegankelijke lokalen veranderingen zullen ondergaan te rekenen van ...

HOOFDSTUK III.- OPENINGSBELASTING OP SLIJTERIJEN VAN GEGISTE DRANKEN.

Artikel 8.-

Er wordt een openingsbelasting ingesteld op slijterijen van gegiste dranken.

.../...

-
- Artikel 6. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 2, § 2, gewijzigd bij de wet van 24 December 1923, artikel 1.
Artikel 7. Wet van 26 Juli 1952, artikel 15, lid 2.
Artikel 8. Wet van 12 December 1912, artikel 2, 3°.

Artikel 9.-

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 15, wordt de openingsbelasting voor iedere nieuwe slijter vastgesteld op driemaal de werkelijke of vermoedelijke jaarlijkse huurwaarde der lokalen dienende tot slijterij, met uitsluiting van de gedeelten welke enkel dienen tot woning of tot andere doeleinden, zonder dat de belasting minder mag bedragen dan :

- 3.000 frank in gehuchten, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5.000 inwoners;
- 4.000 frank in gemeenten of agglomeraties van 5.000 tot 15.000 inwoners;
- 5.000 frank in gemeenten of agglomeraties van meer dan 15.000 tot 30.000 inwoners;
- 7.500 frank in gemeenten of agglomeraties van meer dan 30.000 tot 60.000 inwoners;
- 10.000 frank in gemeenten of agglomeraties van meer dan 60.000 inwoners.

Voor de reizende slijterijen is de belasting eenvormig op 5.000 frank vastgesteld.

.../...

Artikel 9. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 1.

Artikel 10.-

De werkelijke huurwaarde blijkt uit huurovereenkomsten, huurkwijtingen of andere oprecht en normaal bevonden bescheiden.

Artikel 11.-

Onder vermoede huurwaarde is te verstaan de mogelijke huuropbrengst - huurprijs en andere voordelen - van de niet verhuurde, dan wel op abnormale wijze verhuurde slijterijen, zomede van de slijterijen waarvan de lokalen slechts een gedeelte uitmaken van het door de slijter in huur genomen onroerend goed.

De vermoede huurwaarde van de tot slijterij dienende lokalen wordt bepaald door de controleur der accijnzen van het ambtsgebied, met de medewerking van een door het gemeentebestuur aangewezen deskundige; zij wordt vastgesteld bij vergelijking met de werkelijke huurwaarde van andere slijterijen met gelijkaardige ligging en huuropbrengst of door ventilatie van de werkelijke huurwaarde van het door de slijter in huur genomen onroerend goed of gedeelte daarvan.

.../...

Artikel 10.- Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 5, lid 1.

Artikel 11.- Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 5, lid 2.

Artikel 12.-

Voor de toepassing van artikel 9 komt in aanmerking het bevolkingscijfer volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling, bekendgemaakt vóór het jaar waarin de belasting opvorderbaar is.

Artikel 13.-

De Koning bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten een agglomeratie uitmaken voor de toepassing van artikel 9.

Artikel 14.-

De Minister van Financiën bepaalt de gehuchten waar de belasting van 3.000 frank toepasselijk is.

Artikel 15.-

De in artikel 9 bedoelde belasting wordt verminderd tot het derde, zo de nieuwe slijter onder de toepassing valt van artikel 19, 2°, en zo degene die de bestaande slijterij overlaat, er van afziet aanspraak te maken op het bepaalde in artikel 20, 4°.

.../...

Artikel 12. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 2, lid 2.

Artikel 13. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 2, lid 1.

Artikel 14. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3, § 2, lid 3.

Artikel 15. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, § 4, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3.

Artikel 16.-

Een aanvullende belasting is tot het verschuldigd bedrag invorderbaar in geval van vergroting van de tot slijterij dienende lokalen.

Artikel 17.-

§ 1. Als slijter wordt aangemerkt al wie gegiste dranken verkoopt om ter plaatse te worden gebruikt.

Met het verkopen wordt gelijkgesteld het aanbieden of het laten gebruiken van dergelijke dranken in een voor het publiek toegankelijke plaats. Met voor het publiek toegankelijke plaatsen worden gelijkgesteld de lokalen bedoeld in artikel 1 van de besluitwet van 14 November 1939 tot wijziging der wet van 29 Augustus 1919 op het regime van de alcohol.

§ 2. Als drankslijterij wordt echter niet aangemerkt het hotel, het kosthuis of elke soortgelijke inrichting, wanneer dranken slechts bij en op de uren van de maaltijden verkocht worden.

Artikel 18.-

Onder reizende slijterijen verstaat men die welke gehouden worden in boten, schepen, spoorwagens of andere voertuigen, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen, welke doorgaans van de ene naar de andere plaats worden overgebracht.

.../...

Artikel 16. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 3, § 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 3.

Artikel 17. § 1. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 5, § 1, gewijzigd bij de besluitwet van 14 November 1939, artikel 4.

§ 2. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 5, § 2.

Artikel 18. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 5, § 3.

Artikel 19.-

Als nieuwe slijter wordt aangemerkt :

- 1° hij die een slijterij opent in een onroerend goed of in elk ander lokaal, dat nooit of niet sedert ten minste één jaar tot slijterij gediend heeft, behoudens het geval in artikel 20, 4°, b en c bedoeld;
- 2° hij die, zonder slijter te zijn, een bestaande slijterij overneemt;
- 3° hij die een sedert minder dan één jaar gesloten slijterij opnieuw in bedrijf neemt, indien aan het daartoe dienende lokaal inmiddels een andere bestemming is gegeven.

Artikel 20.-

Als nieuwe slijter wordt niet aangemerkt :

- 1° hij die in hetzelfde lokaal de slijterij, door zijn echtgenoot gehouden, voortzet;
- 2° hij die in hetzelfde lokaal de slijterij, hetzij door zijn vader, zijn moeder of een andere bloedverwant in de opgaande linie, hetzij door zijn bloedverwant in de nederdalende linie gehouden, voortzet;

.../...

Artikel 19. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 6, uitgezonderd het eerste en het laatste lid.

Artikel 20. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 7, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 5, § 1.

- 3° hij die deel uitmaakte van een vereniging of feitelijke
gemeenschap, ten bate waarvan de slijterij werd ge-
houden, en die slijterij in hetzelfde lokaal voor
eigen rekening voortzet;
- 4° hij die slijter zijnde of sedert minder dan één jaar
opgehouden hebbende het te zijn, zijn slijterij over-
brengt :
- a) naar een daartoe dienend of sedert minder dan één
jaar gesloten lokaal, behoudens het geval van nieuwe
bestemming in artikel 19, 3°, bedoeld;
 - b) naar een lokaal dat nog niet tot slijterij diende,
doch daartoe wordt bestemd door de eigenaar, de
erfpachter of de vruchtgebruiker van een gewezen
slijterij, voor zover de opening geschiedt binnen
één jaar na het ophouden van die slijterij;
 - c) naar een onroerend goed dat voor het eerst als
slijterij aangewend wordt, indien hij een slijterij
verlaat welke gevestigd was in een ten algemenen
nutte onteigend onroerend goed waarvan hij niet de
eigenaar is;
- 5° hij die, persoonlijk van een patent voorzien, op 9
December 1912 een slijterij hield waarvoor een derde
zich als lastgever deed erkennen, indien hij zich voor
eigen rekening vestigt onder de voorwaarden in 4°
vermeld;

.../...

- 6° de lastgever die op 20 Maart 1919 als zodanig werd erkend en zich bevindt in een der gevallen bepaald in 4°, a en b;
- 7° hij aan wie een brouwerij of een andere inrichting wordt afgestaan met de daarvan afhangende slijterijen, of de vennootschap waarin zij worden ingebracht, voor zover de overnemer eigenaar wordt van de onroerende goederen waarin deze slijterijen gevestigd zijn.

Artikel 21.--

Indien een slijterij door een zetbaas voor rekening van een derde wordt gehouden, wordt, voor de toepassing van de belasting, alleen de lastgever als slijter aangemerkt.

Artikel 22.--

Behoudens tegenbewijs worden verondersteld lastgever te zijn :

- 1° de kringen, maatschappijen of bijzondere verenigingen, wat betreft de slijterijen gevestigd in de lokalen waarvan zij de eigenaar of de voornaamste huurder zijn;
- 2° de brouwers of de drankhandelaars, wat betreft de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen,

.../...

Artikel 21. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 8, § 1.

Artikel 22. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 8, § 4.

waarvan zij de eigenaar of de voornaamste huurder zijn en waar dranken worden verkocht die door hen zijn bereid of waarin zij handel drijven.

Artikel 23.-

Ten minste vijftien dagen voordat hij zijn bedrijf begint, wordt door de nieuwe slijter bij de ontvanger der accijnzen van het gebied een aangifte ingediend in de vorm vastgesteld door de Minister van Financiën.

In deze aangifte worden nauwkeurig aangeduid de ligging der tot slijterij dienende lokalen, alsmede de werkelijke of vermoede huurwaarde.

Daaraan worden toegevoegd een plan van het lokaal dat tot slijterij dienen moet en, naar het geval, een attest van de bevoegde gemeenteoverheid, waaruit blijkt :

- 1° dat de slijterij aan de krachtens artikel 5 en bij artikel 6 gestelde eisen voldoet;
- 2° dat de slijter, zijn echtgenoot, zijn bloedverwanten in de opgaande of in de nederdalende linie, die bij hem inwonen, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting bepaald bij artikel 1, 2° tot 9°.

.../...

Artikel 23. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 9, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 5, § 3.

Artikel 24.-

De slijter die zich in een van de in artikel 20 vermelde gevallen bevindt en hij die overgaat tot vergroting van de lokalen dienende tot zijn slijterij, zijn gehouden daarvan binnen vijftien dagen aangifte te doen bij de ontvanger der accijnzen van het gebied en hem, volgens het geval, de in artikel 23 aangeduide stukken te overhandigen.

Artikel 25.-

Treedt een nieuwe zaakvoerder of aangestelde op, dan is de lastgever gehouden hiervan aangifte te doen bij de ontvanger der accijnzen van het gebied, vóór de dag waarop de nieuwe zaakvoerder of aangestelde in bediening treedt.

Tevens overhandigt hij hem een attest van de gemeenteoverheid waaruit blijkt dat geen enkel van de gevallen van uitsluiting, bij artikel 1, 2º tot 9º, bepaald, van toepassing is op de zaakvoerder of de aangestelde, op zijn echtgenoot en zijn bloedverwanten in de opgaande of in de nederdalende linie, die bij hem inwonen.

HOOFDSTUK IV.- VIJFJAARLIJKSE BELASTING VERSCHULDIGD VOOR
SOMMIGE SLIJTERIEN VAN GEGISTE DRANKEN.

Artikel 26.-

Na een termijn van vijftien jaar te rekenen
.../...

Artikel 24. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 7, § 2, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 5, § 2.

Artikel 25. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 8, § 2, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 5, § 3.

Artikel 26. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 4, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 4.

van 1 Januari van het jaar waarin de slijtorij werd geopend, zijn de bij artikel 22 bedoelde lastgevers en de slijters met rechtspersoonlijkheid om de vijf jaar een belasting verschuldigd, gelijk aan de helft van de jaarlijkse huurwaarde der tot slijterij dienende lokalen, zonder dat deze belasting minder mag bedragen dan het zesde der bij artikel 9 vastgestelde minima.

Niettegenstaande iedere strijdige overeenkomst blijft deze belasting ten laste van de lastgevers.

HOOFDSTUK V.- JAARLIJKSE BELASTING VERSCHULDIGD DOOR DE
KLEINHANDELAARS IN GEESTRIJKE DRANKEN.

Artikel 27.-

Al wie, als hoofdbedrijf of als bijbedrijf, geestrijke dranken bij hoeveelheden van zes liter of minder verkoopt of levert, is onderworpen aan een jaarlijkse belasting gelijk aan het vijfde van de huurwaarde der lokalen dienende tot slijterij, zonder dat deze belasting minder mag bedragen dan het vijftiende van de bij artikel 9 vastgestelde minima.

Het bepaalde in artikel 1, 1° tot 6°, 8° en 9°, en in de artikelen 6 en 7 is niet van toepassing op de belastingplichtigen in dit artikel bedoeld.

.../...

Artikel 27. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 4, § 2, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 4.

HOOFDSTUK VI. - BETALING VAN DE BELASTINGEN.Artikel 28.-

De openingsbelasting wordt bij de aangifte ineens betaald.

Artikel 29.-

Een slijterij van gegiste dranken mag slechts worden geopend na bericht van de ontvanger dat voldaan is aan de eisen gesteld bij de wet en bij de ter uitvoering daarvan genomen koninklijke besluiten.

Dit bericht moet binnen acht dagen na de aangifte ter hand gesteld worden.

Is de opening niet toegelaten, dan wordt de betaalde som teruggegeven.

Artikel 30.-

De belastingen bedoeld in de artikelen 26 en 27 moeten worden gekweten in de tweede helft van de maand December welke de periode, waarvoor ze verschuldigd zijn, voorafgaat.

Artikel 31.-

De aanvullende belasting verschuldigd ingevolge de schatting bedoeld in artikel 11 is betaalbaar binnen tien dagen na de betekening van deze schatting.

.../...

Artikel 28. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 10, § 1.

Artikel 29. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 10, § 2.

Artikel 30. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 10, § 3, lid 2, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 7, § 1.

Artikel 31. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 10, § 3, eerste en derde lid, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 7, § 1.

Bezwaar tegen de schatting schorst de opvorderbaarheid van de aanvullende belasting niet.

Artikel 32.-

In geval van verwijl in de betaling van de als belasting verschuldigde sommen, worden deze verhoogd met een interest berekend tegen het percent en volgens de regels toepasselijk inzake invoerrechten en accijnzen.

HOOFDSTUK VII. - BEZWAARSCHRIFTEN.

Artikel 33.-

Elk bezwaarschrift inzake openingsbelasting moet, op straffe van verval, schriftelijk worden toegezonden, uiterlijk binnen drie maanden na de datum van opvorderbaarheid van gezegde belasting, aan de gewestelijke directeur der douanen en accijnzen, die uitspraak doet. Zijn beslissing wordt bij een ter post aangetekende brief aan de belastingplichtige gezonden.

Artikel 34.-

§ 1. Een college van experts is geroepen om uitspraak te doen in geval van geschil nopens het bedrag van de huurwaarde van de onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen dienende tot de exploitatie van een drankslijterij. Dit college wordt opgericht in al de localiteiten waar een kantoor der accijnzen bestaat. Het bestaat uit twee experts aangewezen, de ene door de belastingplichtige, de andere door de controleur der accijnzen.

.../...

- Artikel 32.- Wet van 29 Augustus 1919, artikel 10, § 4, ingevoegd door de wet van 26 Juli 1952, artikel 7, § 2.
Artikel 33.- Wet van 29 Augustus 1919, artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 8.
Artikel 34.- Wet van 29 Augustus 1919, artikel 11, §§ 2 tot 7, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 8.

§ 2. Ingeval de verzoeker de beslissing van de directeur niet aanneemt, moet hij zulks, op straffe van verval, aan deze ambtenaar betekenen bij een ter post aangetekende brief, uiterlijk de tiende werkdag te rekenen van de datum der beslissing; hij moet tevens de schatting vragen van het onroerend goed of van het gedeelte van onroerend goed dat hij bezigt voor de exploitatie van zijn drankslijterij en de door hem gekozen expert in onroerende goederen aanwijzen. Zijnerzijds wijst ook de bevoegde controleur der accijnzen een expert in onroerende goederen aan.

Zo de verzoeker in gebreke blijft zijn expert aan te wijzen binnen de voorgeschreven termijn, wordt zijn bezwaarschrift als niet bestaande beschouwd.

Zo de experten zich niet akkoord stellen nopens de vaststelling van de waarde welke moet dienen tot basis voor de berekening der openingsbelasting, wordt het geschil onderworpen aan een scheidsrechter gekozen onder de experten in onroerende goederen en aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op aanvraag van de controleur der accijnzen.

De scheidsrechter hoort de experten alvorens zijn beslissing te treffen.

§ 3. De experten dienen gekozen met inachtneming van de beperkingen vervat in de artikelen 44, 283 en 310 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

.../...

§ 4. Alvorens hun ambt uit te oefenen, leggen de experten volgende eed af in handen van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg :

"Ik zweer in volle geweten over de mij voorgelegde zaken uitspraak te doen, zonder aanzien van persoon en volgens de bepalingen van de wet, en het geheim te bewaren van al de bevindingen in verband met de geschillen ".

§ 5. De experten en eventueel de scheidsrechter die optreden inzake schatting van onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen bestemd voor de exploitatie van een drankslijterij, hebben recht op een bezoldiging waarvan de Koning het bedrag vaststelt, evenals, in voorkomend geval, op de verplaatsingskosten berekend overeenkomstig het burgerlijk tarief.

De expertisekosten met inbegrip van de verplaatsingskosten vallen ten laste van ongelijk.

§ 6. De experten moeten hun beslissing treffen binnen dertig dagen te rekenen van de datum van de betekening gedaan overeenkomstig § 2.

In geval van meningsverschil tussen de experten treft de aangewezen scheidsrechter zijn beslissing binnen zestig dagen te rekenen van dezelfde datum.

HOOFDSTUK VIII. - STRAFBEPALINGEN.

Artikel 35.-

Worden gestraft :

- 1° met een geldboete gelijk aan tweemaal de totale of gedeeltelijke belasting, benevens de betaling dezer laatste, elke overtreding van de artikelen 9 tot 16, 23, 26 tot 31 ;

.../...

2° met een geldboete van 300 tot 1.000 frank :

- a) elke overtreding van artikel 1, door al wie zich bevindt in een der gevallen bepaald bij de nummers 2° en volgende van dat artikel ;
- b) elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om de toegang, bepaald bij de artikelen 45 en 46, te verhinderen of te belemmeren en, over het algemeen, elke handeling van de slijter, van zijn aangestelde of van een derde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren.

In de gevallen bedoeld in vorenstaande letters a en b, wordt bovendien de sluiting van de slijterij uitgesproken ;

- c) elke overtreding van artikel 6 of van de maatregelen ter uitvoering van artikel 5 genomen ;

3° met een geldboete van 26 tot 100 frank, de overtredingen :

- a) van de artikelen 24 en 25 ;
- b) van artikel 1, door al wie zich in het geval van 1° van dat artikel bevindt ;
- c) van elke bepaling van deze samengeordende wetten, waarvoor geen straf in het bijzonder is bepaald.

Artikel 36.-

Bij niet-betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld in 1° en 2° van artikel 35, de geldboete vervangen

.../...

Artikel 36. _ Wet van 29 Augustus 1919, artikel 15, § 2.

door een gevangenisstraf van één tot drie maanden, en voor die bedoeld in 3° van hetzelfde artikel door een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand.

Artikel 37.-

Bij overtreding van artikel 1, 1°, van de artikelen 7 en 28 tot 31, zomede van de maatregelen ter uitvoering van artikel 6 genomen, kan de sluiting der slijterij worden uitgesproken hetzij tot na de betaling der belastingen, taxes en geldboeten, hetzij tot het oogenblik waarop aan de krachtens artikel 6 of de bij artikel 7 gestelde eisen is voldaan.

Artikel 38.-

Bij herhaling worden de geldboeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht.

In hetzelfde geval kan de rechter, op de vordering van het openbaar ministerie, bovendien een hoofdgevangenisstraf van acht dagen tot één maand uitspreken.

Artikel 39.-

In geval van nieuwe herhaling moet de bij het vorig artikel voorziene gevangenisstraf worden uitgesproken. En, indien het misdrijf wordt gepleegd in een gebouw dat de zetel is van een door de veroordeelde geëxploiteerde of opengehouden kleinhandel die niet is een regelmatig geopende tapperij, kan de rechter verbieden die handel te exploiteren gedurende een termijn van drie tot acht achtereenvolgende dagen.

.../...

Artikel 37. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 15, § 3.

Artikel 38. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 15, § 4, lid 1 en lid 2, dit laatste ingevoegd door de besluitwet van 14 November 1939, artikel 2.

Artikel 39. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 15, § 4, derde lid en volgende ingevoegd bij de besluitwet van 14 November 1939, artikel 2.

Het bij het vorige lid bepaalde verbod heeft uitwerking de derde dag na die waarop de veroordeelde door het openbaar ministerie verwittigd is geworden.

Indien het verbod wordt overtreden, doet de procureur des Konings de zegels op het lokaal leggen of neemt hij elke andere passende maatregel, en de overtreder loopt een gevangenisstraf op van acht dagen tot vijftien dagen en een geldboete van 100 tot 500 frank.

De bij het vorige lid bepaalde misdrijven worden vastgesteld, door het openbaar ministerie vervolgd, en gevonnist overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van strafvordering.

Artikel 40.-

De artikelen 66 en 67 van het Wetboek van strafrecht zijn van toepassing op de bij deze samengeordende wetten bepaalde overtredingen.

Artikel 41.-

Het bepaalde in artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeling is op de bij dit besluit bepaalde straffen niet van toepassing, behalve op de hoofdgevangenisstraf.

.../...

Artikel 40. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 16.

Artikel 41. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 16, gewijzigd bij de besluitwet van 14 November 1939, artikel 7.

11.5176/1.

- 44 -

HOOFDSTUK IX. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 42.-

De bepalingen van de algemene wet van 26 Augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen, worden toepasselijk gemaakt op de heffing van de openingsbelasting op de drank-slijterijen - met inbegrip van de aanvullende belastingen -, van de geldboeten en van de eventuele vervolgingskosten.

Artikel 43.-

Op de overtredingen van deze samengeordende wetten zijn toepasselijk de bepalingen van de algemene wet van 26 Augustus 1822 en van de wet van 6 April 1843 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane, namelijk betreffende het opstellen en het visa van de processen-verbaal, het afgeven van de afschriften daarvan, de bewijskracht van die akten, de wijze van vervolging - met inbegrip van de parate executie - de aansprakelijkheid, de medeplichtigheid, de poging tot omkoping, het recht van transactie.

Artikel 44.-

De Minister kan geen dading aangaan over de straffen die uitgesproken zijn bij toepassing van artikel 39, derde lid; over de andere bij toepassing van deze samengeordende wetten opgelopen straffen kan hij slechts een dading aangaan indien de overtreder zich niet in staat van herhaling bevindt.

.../...

Artikel 42. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 12, § 2, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 9.

Artikel 43. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 12, § 3, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 9.

Artikel 44. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 17, gewijzigd bij de besluitwet van 14 November 1939, artikel 6.

Artikel 45.-

Alle agenten van het bestuur der directe belastingen en van het bestuur der douanen en accijnzen, alle beëdigde gemeentelijke agenten en de rijkswachters zijn bevoegd de overtredingen van deze samengeordende wetten alleen op te sporen en vast te stellen.

Artikel 46.-

Gedurende de ganse tijd dat de slijterij voor de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de in artikel 45 vermelde personen, zonder bijstand, laten binnentreden in al de gedeelten zijner inrichting, met inbegrip van de aanhorigheden, waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden van de overige gedeelten der inrichting, alsmede van de belendende woning, wordt afhankelijk gesteld van de machtiging van de vrederechter; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tussen 8 en 18 uur plaats hebben.

De in artikel 45 bedoelde personen mogen kosteloos monsters nemen van de dranken in het bezit van de slijter; deze moet, desverzocht, ook kosteloos de recipiënten leveren waarin die monsters dienen vervat.

.../...

Artikel 45. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 13, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 10.

Artikel 46. Wet van 29 Augustus 1919, artikel 14, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 11.

Artikel 47.-

Van het dienstjaar 1952 af is het bestuur der douanen en accijnzen belast met de vestiging en de invordering van de provincietares op de slijterijen van gegiste of geestrijke dranken.

Artikel 48.-

Van het dienstjaar 1953 af en met wijziging van artikel 36 van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, zijn de provinciën en de gemeenten slechts gemachtigd een jaarlijkse belasting op de slijterijen van gegiste of geestrijke dranken te heffen, met uitsluiting van elke gelijksoortige belasting als de openingsbelasting ten bate van de Staat.

Artikel 49.-

Bij wijziging van artikel 16 der wet van 4 Juli 1930 houden de bepalingen van titel III van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen op van toepassing te zijn op de openingsbelasting voor de dranksljterijen.

De belastingen verschuldigd voor de dienstjaren die 1952 voorafgaan, blijven beheerst door de wettelijke bepalingen toepasselijk op het dienstjaar waaraan deze belastingen normaal dienden verbonden.

..../...

Artikel 47. Wet van 26 Juli 1952, artikel 17, § 3.

Artikel 48. Wet van 26 Juli 1952, artikel 17, § 2.

Artikel 49. eerste lid: wet van 29 Augustus 1919, artikel 12, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 Juli 1952, artikel 9;
Tweede lid: wet van 26 Juli 1952, artikel 13, § 1, tweede zin.

- 47 -

D.5170/1.

HOOFDSTUK X. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 50.-

Binnen twee jaar na de bekendmaking van de wet van 26 Juli 1952 en volgens de modaliteiten te bepalen door de Minister van Financiën, moeten worden gekweten:

- 1° de aanvullende openingsbelastingen welke uit de toepassing van die wet voortspuiten ;
- 2° de belasting bedoeld in artikel 26 van dit besluit, verschuldigd door de lastgevers en de rechtspersonen, wanneer de termijn van vijftien jaar verstreken is op 1 Januari 1952.

Artikel 51.-

Binnen twee maanden na de bekendmaking van de wet van 26 Juli 1952 moet worden gekweten de belasting bedoeld in artikel 27, voor het jaar 1952 verschuldigd door de kleinhandelaars in geestrijke dranken.

Artikel 52.-

De bepalingen van de wet van 26 Juli 1952 mogen geen uitwerking hebben op de provincietaxes en gemeentetaxes op de slijterijen van gegiste of geestrijke dranken verschuldigd voor het dienstjaar 1952.

.../...

Artikel 50. Wet van 26 Juli 1952, artikel 13, § 3.

Artikel 51. Wet van 26 Juli 1952, artikel 13, § 4.

Artikel 52. Wet van 26 Juli 1952, artikel 17, § 1.

HOOFDSTUK XI. - OPHEFFINGSBEPALINGEN.

Artikel 53.-

Afgeschaft worden :

- 1° het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken, gevestigd bij de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889 (1) ;
- 2° met ingang van het dienstjaar 1952 de buitengewone opdecime gevestigd op de openingsbelasting op de drank-slijterijen bij artikel 7 van de wet van 23 Maart 1932 (2).

Artikel 54.-

Opgeheven worden :

- 1° titel III der wet van 12 December 1912 (3) ;
- 2° artikel 2, § 3, artikel 8, § 3, en artikel 15, § 1, 2°, d, der wet van 29 Augustus 1919 (4) ;
- 3° met ingang van het dienstjaar 1952 de artikelen 57 tot 61 van de wet van 31 December 1925 (5).

Ons bekend om te worden gevoegd bij het
koninklijk besluit van ...

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

- Artikel 53, 1° : wet van 12 December 1912, artikel 1.
2° : wet van 26 Juli 1952, artikel 13, § 2, tweede lid.
- Artikel 54, 1° : wet van 29 Augustus 1919, artikel 21.
2° : wet van 26 Juli 1952, artikelen 6, 12, tweede lid, b, en 15, eerste lid.
3° : wet van 26 Juli 1952, artikel 13, § 2.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président du
Conseil d'Etat, président
eerste-voorzitter van
de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section
de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht
van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minis-

des Finances.
ter van Financiën.

Le

1952.

De

1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.